

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRESS/338  
16 avril 2003

(03-2117)

Communiqué de presse commun de l'OMC et de la CNUCED

## ASSISTANCE TECHNIQUE

### **L'OMC et la CNUCED renforcent leur partenariat stratégique**

Le Directeur général de l'OMC, M. Supachai Panitchpakdi, et le Secrétaire général de la CNUCED, M. Rubens Ricupero, ont renforcé aujourd'hui le partenariat stratégique entre les deux organisations en mettant en place un cadre juridique pour la coopération en matière d'assistance technique. Les activités d'assistance de l'OMC et de la CNUCED visent à faire en sorte que le commerce concoure à la réalisation des objectifs de développement et facilite l'intégration des pays en développement et des pays les moins avancés dans l'économie mondiale.

M. Ricupero et M. Supachai ont signé ce jour à l'OMC un mémorandum d'accord qui institutionnalise et renforce les relations entre la CNUCED et l'OMC.

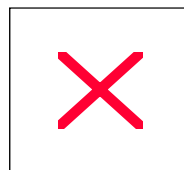
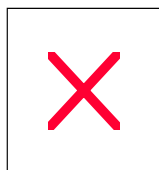
"Cela fait des années qu'il existe une étroite coopération entre l'OMC et la CNUCED", a déclaré M. Supachai. "La CNUCED a toujours été notre meilleure alliée pour aider les pays en développement à profiter des possibilités offertes par le système commercial multilatéral. Ce nouveau cadre juridique permettra de définir plus clairement nos domaines de coopération et facilitera nos activités conjointes."

"Cet accord officialise une collaboration étroite et ancienne entre nos deux organisations", a déclaré M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED. "Nous avons la conviction que cette coopération continuera de se développer et permettra de renforcer encore plus efficacement les capacités des pays en développement dans les domaines liés au commerce."

En élargissant leur coopération, l'OMC et la CNUCED pourront utiliser au mieux leurs ressources destinées à l'assistance technique. Elles resteront des partenaires dans le contexte du Cadre intégré – programme d'assistance spécialement conçu pour les pays les moins avancés – et du Programme intégré conjoint d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains.

Le texte du Mémorandum d'accord est reproduit ci-après.

*Le présent communiqué de presse est publié simultanément par la CNUCED.*



## **MÉMORANDUM D'ACCORD ENTRE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE ET LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT**

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée l'"OMC"), représentée par son Directeur général, et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (ci-après dénommée la "CNUCED"), représentée par son Secrétaire général, dénommées collectivement les "Parties";

*Rappelant* le Programme de Doha pour le développement, la Nouvelle stratégie de coopération technique de l'OMC pour le renforcement des capacités, la croissance et l'intégration et les plans annuels de l'OMC pour la coopération technique et le renforcement des capacités;

*Rappelant* également le Plan d'action adopté à la dixième session de la CNUCED, les décisions adoptées par le Conseil du commerce et du développement à sa 28<sup>ème</sup> réunion directive, en mars 2002, concernant le soutien de la CNUCED aux activités de renforcement des capacités et de coopération technique liées au Programme de travail de Doha, et la résolution 57/235 de l'Assemblée générale intitulée "Commerce international et développement";

*Sont convenues de ce qui suit:*

### **Article premier Objectif du présent Mémoire d'accord**

1. Le présent Mémoire d'accord a pour objectif d'approfondir et de concrétiser le partenariat stratégique entre les Parties en vue de mettre en œuvre le Programme de Doha pour le développement, de faire en sorte que le commerce concoure à la réalisation des objectifs de développement, et de faciliter l'intégration bénéfique des pays en développement et des pays les moins avancés dans l'économie mondiale et dans le système commercial multilatéral (ci-après désigné le "partenariat stratégique").

2. Le Directeur général de l'OMC et le Secrétaire général de la CNUCED se réuniront dans les six mois suivant l'entrée en vigueur du présent Mémoire d'accord, puis tous les six mois, pour réexaminer le contenu du partenariat stratégique. Les résultats de ces réexamens ayant une incidence sur le fonctionnement du Mémoire d'accord seront consignés par écrit sous la forme d'amendements au Mémoire d'accord, conformément à l'article VIII.

### **Article II Domaines de coopération**

1. Les Parties conviennent de coopérer, dans le cadre de leurs mandats, de leurs politiques et de leurs ressources respectifs, aux fins de la coopération technique, du renforcement des

capacités, de la formation, de la recherche et de l'analyse concernant à la fois les programmes interinstitutions spécifiques (JITAP et Cadre intégré) et d'autres activités particulières pouvant relever du Programme de Doha pour le développement ou pouvant être convenues entre les Parties.

2. Les agents de liaison indiqués ci-après à l'article VI se réuniront en tant que de besoin, mais pas moins de quatre fois par an, afin de réexaminer les domaines de coopération mentionnés dans le présent article. Les résultats de ces réexamens ayant une incidence sur le fonctionnement du présent Mémoire d'accord seront consignés par écrit sous la forme d'amendements au Mémoire d'accord, conformément à l'article VIII.

### **Article III**

#### **Activités convenues**

1. Dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur du présent Mémoire d'accord, et ensuite selon les besoins, les agents de liaison désignés à l'article VI se réuniront pour établir la liste des activités relevant de l'article II (ci-après désignées les "activités convenues") pour les 12 mois suivants.

2. Les modalités administratives et financières applicables à chacune des activités convenues qui ne sont pas prévues dans le présent Mémoire d'accord seront établies par un échange de lettres entre les agents de liaison désignés à l'article VI, avant la mise en œuvre de l'activité en question.

### **Article IV**

#### **Formes de coopération**

1. Les Parties conviendront à l'avance du programme ou du contenu des activités convenues et coopéreront pour sélectionner les participants à ces activités.

2. Les activités convenues seront organisées<sup>1</sup> en principe par la Partie qui en assure le financement. Le cas échéant, l'une des deux formes de coopération ci-après pourra aussi être envisagée:

- a) L'activité convenue est organisée par l'une des Parties et est financée par l'autre.
- b) L'activité convenue est organisée par l'une des Parties et son financement est partagé entre les deux Parties.

### **Article V**

#### **Modalités administratives et financières applicables à chaque forme de coopération**

1. La Partie chargée d'organiser une activité convenue conformément au présent Mémoire d'accord appliquera ses propres règles administratives et financières et se conformera à ses propres pratiques, sauf disposition contraire du présent article. Elle suivra sa

---

<sup>1</sup> Dans le présent article, le terme "organiser" est réputé désigner tous les aspects de l'organisation d'une activité convenue. Cela s'entend sans préjudice du droit de l'une ou l'autre partie de prendre toutes les mesures nécessaires concernant la participation de son propre personnel à ladite activité.

propre pratique en ce qui concerne l'organisation, les arrangements logistiques et les autres aspects spécifiques de l'activité en question, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

2. Dans le cas où des activités convenues sont organisées par une Partie et sont financées, en totalité ou en partie, par l'autre, les modalités administratives et financières seront définies à l'avance par les Parties, par un échange de lettres distinct, conformément au paragraphe 2 de l'article III.

3. Dans tous les cas, chaque partie couvrira, au moyen de ses propres ressources, les frais afférents à la participation de son personnel aux activités convenues. Dans le cas visé au paragraphe 2 du présent article, ces frais ne seront pas imputés sur le budget convenu à l'avance entre les Parties.

4. Les autres modalités administratives et financières qui ne sont pas prévues dans le présent Mémoire d'accord et que les Parties jugeront nécessaires pour la conduite d'une activité convenue pourront être définies dans l'échange de lettres prévu au paragraphe 2 de l'article III.

## **Article VI**

### **Agents de liaison**

Les agents de liaison de chaque Partie aux fins du présent Mémoire d'accord seront:

Pour l'OMC:

Directeur  
Institut de formation et de coopération technique  
OMC  
Centre William Rappard  
Rue de Lausanne, 154  
1211 Genève 21

Pour la CNUCED:

Chef  
Section de la coopération technique  
CNUCED  
Palais des Nations  
1211 Genève 10

## **Article VII**

### **Consultations**

1. Chaque partie acceptera d'engager des consultations dans les meilleurs délais, à la demande de l'autre partie, au sujet de toute question ayant trait au présent Mémoire d'accord.

2. Chaque partie communiquera, à la demande de l'autre partie et conformément à son règlement financier, toutes les informations dont l'autre partie pourrait avoir besoin.

## **Article VIII Amendements**

Le présent Mémorandum d'accord pourra être modifié par accord mutuel écrit entre les Parties. Sauf disposition contraire, les amendements ne s'appliqueront qu'aux activités convenues qui n'auront pas encore été entreprises.

## **Article IX Règlement des différends**

En cas de différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Mémorandum d'accord ou de tout échange de lettres y relatif, les Parties s'efforceront en premier lieu de trouver une solution amiable. Tout différend qui ne pourra être réglé à l'amiable sera porté devant la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (Pays-Bas), conformément à la clause d'arbitrage annexée au présent Mémorandum d'accord.

## **Article X Champ d'application du Mémorandum d'accord**

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée d'une manière qui influencerait en quoi que ce soit sur les processus de prise de décisions respectifs de l'OMC et de la CNUCED concernant leurs propres affaires et activités. Le présent Mémorandum d'accord ne représente pas un engagement de fonds de la part de l'OMC ou de la CNUCED.

## **Article XI Entrée en vigueur et durée**

1. Le présent Mémorandum d'accord entrera en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties.
2. Le présent Mémorandum d'accord restera en vigueur pendant cinq ans et pourra être prorogé par accord écrit entre les Parties. L'une ou l'autre Partie pourra y mettre fin moyennant un préavis écrit de six mois.
3. S'il est mis fin au présent Mémorandum d'accord, les Parties coopéreront pendant la période de préavis pour mener à bien toutes les activités convenues en cours.

Fait à Genève, le 16 avril 2003, en double exemplaire, en langue anglaise.

Pour l'Organisation mondiale du commerce

Pour la Conférence des Nations Unies  
sur le commerce et le développement

Supachai Panitchpakdi  
Directeur général

Rubens Ricupero  
Secrétaire général

FIN